

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1924-1925 N° 38

UN DES PROMOTEURS DE LA MÉDECINE LÉGALE FRANÇAISE

ANTOINE LOUIS

(1723 - 1792)

Sa vie et son œuvre

(Avec un hors-texte)

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 3 Décembre 1924

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Maurice SILIE

né à RIVESALTES (Pyrénées-Orientales) le 31 Mars 1900



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

1924

UN DES PROMOTEURS DE LA MÉDECINE LÉGALE FRANÇAISE

ANTOINE LOUIS (1723-1792)

Sa vie et son œuvre

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année Scolaire 1924-1925 N° 38

UN DES PROMOTEURS DE LA MÉDECINE LÉGALE FRANÇAISE

ANTOINE LOUIS

(1723 - 1792)

Sa vie et son œuvre

(Avec un hors-texte)

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 3 Décembre 1924

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Maurice SILIE

né à RIVESALTES (Pyrénées-Orientales) le 31 Mars 1900



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

1924

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire	M. H. HUGOUNENQ
Doyen	M. J. LEPINE.
Assesseur	M. ROQUE.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, CAZENEUVE, BEAUVISAGE
TESTUT, FLORENCE (A.), TEISSIER.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. BARD.
Cliniques chirurgicales	ROQUE.
Clinique obstétricale et Accouchements.....	TIXIER.
Clinique ophtalmologique	BERARD.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	COMMANDEUR.
Clinique neurologique et psychiatrique.....	ROLLET.
Clinique des maladies des enfants.....	NICOLAS.
Clinique des maladies des femmes.....	LEPINE (J.).
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	WEIL.
Clinique des maladies des voies urinaires.....	VILLARD.
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie.....	LANNOIS.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.....	ROCHET.
Chimie biologique et médicale.....	NOVE-JOSSERAND.
Chimie organique et Toxicologie.....	CLUZET.
Matière médicale et Botanique.....	MOREL.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.....	HUGOUNENQ.
Anatomie	BRETIN.
Histologie	GUIART.
Physiologie	LATARJET.
Pathologie interne	POLICARD.
Pathologie et Thérapeutiques générales.....	DOYON.
Anatomie pathologique	COLLET.
Médecine expérimentale et comparée et bactériologie.....	MOURIQUAND.
Médecine légale	PAVIOT.
Hygiène	ARLOING (F.).
Thérapeutique, Hydologie et Climatologie.....	Etienne MARTIN.
Pharmacologie	COURMONT (P.).
	PIC.
	X.

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Pathologie externe.....	MM. VALLAS.
— — Propédeutique de gynécologie.....	CONDAMIN.
— — Chimie minérale	BARRAL.
— — Urologie	GAYET.

CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

Anatomie topographique	MM. PATEL.
Orthopédie	LAROYENNE.
Puériculture et hygiène de la première enfance.....	CHATIN.
Chirurgie expérimentale	X.
Stomatologie	TELLIER.

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER.	COTTE.	CORDIER (V.).	MAZEL.
THEVENOT (Léon)	DUROUX.	ROUBIER.	SANTY.
GARIN.	TRILLAT.	FAVRE.	DUNET.
SAVY.	SARVONAT.	BONNET.	CHALIER (André).
FROMENT.	FLORENCE (G.).	RHENTER.	CHALIER (Joseph).
THEVENOT (Lucien).	ROCHAIX.	LEULIER.	NOEL.
PIERY.			CORDIER (Pierre).

M. BAYLE, secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. Etienne MARTIN, président ; FROMENT, assesseur ;
CORDIER V. et MAZEL, agrégés.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.



Présenté à M.^r Louis en 1778

Dessiné et gravé par Dupon



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE

Sa tendre sollicitude a veillé sur mes
jeunes années. Qu'il reçoive ici le témoi-
gnage de mon pieux souvenir.

A MON PÈRE

Colonel du Génie

Commandeur de la Légion d'Honneur

A qui je dédie ces quelques pages
qui ne sont qu'un faible témoignage de
ma profonde tendresse et de mon infi-
nie reconnaissance pour tant de sacri-
fices à mon intention. Son activité de
tous les instants, son dévouement sans
bornes, son cœur si bon et si généreux,
en font pour moi l'image vivante du
devoir et de l'honneur.

A MA MÈRE

Elle sait combien grande est mon
affection pour elle. Il m'est doux de le
lui dire au début même de ce travail,
que je lui offre avec émotion, en gage
d'amour filial.

A MON FRÈRE

Qu'il accepte ce travail gage de ma grande affection et de tous les vœux que je forme pour sa carrière. Les circonstances ne nous permettront pas toujours de vivre côte à côte ; cependant notre amour fraternel n'en sera qu'augmenté.

A MON ONCLE

Ingénieur civil des Mines

ET AUX SIENS

Hommage de profonde reconnaissance et de sincère affection.

A TOUS MES PARENTS

A MES AMIS

A LA MÉMOIRE DE MONSIEUR LE PROFESSEUR
LACASSAGNE

Professeur honoraire de Médecine légale
Correspondant de l'Institut
Associé national de l'Académie de Médecine

L'éminent fondateur de l'école de
criminologie lyonnaise nous avait fait
le très grand honneur de s'intéresser à
ce travail et avait bien voulu nous aider
de ses précieux conseils.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR ETIENNE MARTIN

Professeur de Médecine Légale et de Déontologie

Nous lui devons l'inspiration de ce
travail. Il a été pour nous un maître
d'une extrême bienveillance, nous ré-
servant toujours le meilleur accueil
dans son laboratoire, au cours de
l'année pendant laquelle nous avons
suivi son enseignement si fécond, dont
nous garderons le souvenir durable.

Nous le remercions très respectueu-
sement de l'honneur qu'il nous a fait
en acceptant la présidence de notre
thèse.

A MONSIEUR LE DOCTEUR MAZEL

Professeur agrégé
Chef des Travaux de Médecine Légale
Chevalier de la Légion d'Honneur

Dont nous ne saurions oublier l'ex-
trême amabilité et l'enseignement si
vivant.

A MONSIEUR LE DOCTEUR FROMENT

Professeur agrégé
Médecin de l'Hôtel-Dieu

A MES MAÎTRES
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DES HÔPITAUX
DE LYON
DE L'ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE

A MES JUGES

UN DES PROMOTEURS DE LA MÉDECINE LÉGALE FRANÇAISE

ANTOINE LOUIS (1723 - 1792)

Sa vie et son œuvre

INTRODUCTION

La science de la médecine, dit avec raison Littré, si elle ne veut pas être rabaissée au rang de métier, doit s'occuper de son histoire et soigner les vieux monuments que les temps passés lui ont légués ». La méthode historique est en effet un supplément indispensable à celle d'observation et d'expérimentation. L'histoire nous met au courant du développement consécutif de la médecine et développe une analyse critique à l'égard des doctrines modernes. Elle nous permet de voir défiler les célèbres représentants de l'art médical et d'étudier leurs procédés de pensée et d'observation. Elle est à la fois une œuvre de gratitude et de justice pour nos ancêtres et un enseignement pour nos contemporains. C'est le résumé d'un glorieux passé, c'est une base solide et indispensable pour les travaux de l'avenir.

Aussi c'est à écrire une page des annales de la mé-

decine légale que nous voulons consacrer notre thèse inaugurale. Pour apprécier cette science, il faut la suivre dans ses évolutions et en constater les progrès actuels. En France, ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'on y voit entrer les disciplines et les méthodes scientifiques. Ce fut le mérite de quelques chirurgiens de valeur, de la tirer de l'ornière où elle était embourbée depuis des siècles, malgré les louables efforts d'Ambroise Paré et de Zacchias, médecin légiste des Etats du Pape. Parmi ces promoteurs, il faut citer François Chaussier et Antoine Louis. Ce dernier fut le créateur, en France, de la médecine légale ; après lui, cette science put se dégager de bien des ombres qui l'entouraient et évoluer plus rapidement en suivant le courant scientifique. Le premier il a compris tous les avantages que l'on peut retirer de l'union de la médecine et de la justice. Ses mémoires et consultations lui permirent d'être le grand redresseur des erreurs judiciaires du XVIII^e siècle et, comme l'a si bien dit Fodéré : « Les descendants des Calas, des Sirven, béniront à jamais sa mémoire ; ses écrits transmis à la postérité contribueront autant à secourir les opprimés qu'à illustrer la chirurgie et le pays dont il était le citoyen. » S'il a laissé en médecine légale un nom qui ne doit pas être oublié, et MM. les Professeurs Lacassagne et Etienne Martin l'ont bien compris puisque pour honorer sa mémoire, ils ont donné son nom à une des salles de l'Institut médico-légal de Lyon et lui ont dédié leur ouvrage de médecine légale ; son œuvre en chirurgie n'en est pas moins belle. « Cet art, disait-il, a été ma passion favorite, je ne l'ai jamais considéré comme

un état lucratif ; mais, comme l'objet le plus capable de captiver l'application d'une âme élevée. »

En somme, Louis fut un des esprits les plus distingués de son temps. Qu'on le considère comme praticien civil et militaire, comme professeur, comme académicien, comme médecin légiste ; on verra qu'il ne resta jamais au dessous de sa tâche et qu'il fit faire, au XVIII^e siècle, de très grands progrès à la science. Et comme il le disait lui-même en prononçant l'éloge de l'Académicien Verdet : « Ceux qui ont été recommandables par des talents décidés, dont la vie active et laborieuse a été consacrée à l'utilité publique ; ceux qui, sans intérêt pour eux-même, se sont uniquement occupés de leurs devoirs et qui ont plus considéré l'obligation de faire le bien que la satisfaction de l'avoir fait, de tels hommes ont un droit incontestable à nos hommages. »

Voici les raisons qui, sous la haute inspiration de M. le Professeur Etienne Martin, nous ont amené à étudier cette figure noble et désintéressée. Pussions-nous avoir réussi à la faire sortir de l'oubli.

CHAPITRE PREMIER

LA VIE ET L'ŒUVRE SCIENTIFIQUE DE LOUIS

Louis faisait partie de la brillante pléiade de chirurgiens, qui exerçaient à Paris l'art de guérir, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui s'étaient réunis en corps pour former l'Académie Royale de Chirurgie.

Il naquit à Metz, le 13 février 1723. Malgré toutes nos recherches, il nous avait été impossible d'avoir des renseignements précis sur les origines et la famille de Louis. Une thèse, tout récemment soutenue devant la Faculté de Nancy, par le Docteur Ricklin : « Contribution à l'étude de la chirurgie en Lorraine », est venue, fort heureusement, combler cette lacune. L'auteur étudie en particulier la vie et l'œuvre d'un grand chirurgien militaire, Nicolas Saucerotte, contempo-

rain de Louis. Une partie du travail a trait à la correspondance de Saucerotte avec Louis. Un passage d'une lettre de ce dernier est si curieuse au point de vue de sa généalogie qu'il est indispensable que nous la reproduisions :

Paris, le 8 may 1767.

« Le fil de mon affaire a été facile à retrouver en ce que mon père, qui avait perdu le sien étant encore assez jeune, avait deux sœurs, bien plus âgées que lui, l'une de dix ans et l'autre de vingt. Celle-ci disait cent fois par an que Louis n'était point notre nom de famille, qu'elle le savait bien, que nous nous appelions Saint-Vallier et qu'elle ne savait pourquoi ni comment on avait substitué probablement un nom de baptême au vrai nom de la famille, qui avait une origine honnête et noble: on attribuait ce changement aux malheurs amenés par les guerres qui avaient ruiné le grand-père pendant sa minorité. Or notre nobiliaire m'a donné le fil de mon affaire. La grand-mère de mon aïeul, épouse d'un Louis de Saint-Vallier, s'est remariée à un médecin, nommé Vitton et en avait un fils qui a été élevé aux pages de Nancy. Cet enfant, grand-père, qu'il a laissé fort jeune orphelin et sans bien. Ce qui n'a plus porté que son nom propre, a été père de mon grand-père est revenu à Metz, où il a été ingénieur de la ville ; il a engendré mon père d'où je suis venu, qui ne veut engendrer personne pour faire cesser une lignée de gueux. »

Comme on le voit, cette lettre nous apportait, non seulement des précisions sur la famille de Louis, mais encore ce fait non connu et très intéressant, *que le nom de Louis n'était pas son véritable nom, mais qu'il portait celui de Saint-Vallier*. Néanmoins, le nom de Louis étant le seul connu par le monde scientifique, il nous a paru plus plausible de le conserver au cours

de ces quelques pages ; d'ailleurs, ces renseignements importants nous ayant été aimablement communiqués par M. le Professeur Etienne Martin, au cours même de l'impression de notre travail, il nous eût été impossible de le remanier entièrement. Quoiqu'il en soit, nous souhaitons que justice soit rendue à Louis et que désormais son nom patronimique de Saint-Vallier soit adjoint à son prénom.

Issu donc de parents nobles, il entre de bonne heure chez les Jésuites et fait, sous leur direction, les meilleures études.

Quelques années après, il embrasse la carrière médicale, qui était celle de son père, à ce moment-là, chirurgien-major de l'hôpital militaire de Metz. Dans cet hôpital, il apprend les premiers éléments de la médecine. Son père, qui exerçait avec autant de réputation que d'habileté la chirurgie d'armée, est son premier guide, et ne néglige aucun des moyens capables de hâter les progrès de son fils. Louis, d'ailleurs, facilite la tâche paternelle, puisqu'à 21 ans, il a déjà consacré plusieurs années à l'exercice de la chirurgie et a servi aux armées en qualité de chirurgien-major de régiment. Le célèbre La Peyronie, fondateur de l'Académie Royale de Chirurgie, ayant entendu parler de ses talents, le fait venir à Paris. Il se proposait de lui donner un poste avantageux ; quand une place de chirurgien à la Salpêtrière devient vacante. Un concours s'ouvre, Louis aimant mieux devoir son avenir à son mérite qu'aux protections, se présente. Il l'emporte sur des rivaux plus anciens que lui. A peine est-il entré à la Salpêtrière que sa personnalité

s'affirme et s'impose. Aussi, devant un mérite si éminent, les portes de l'Académie Royale de Chirurgie ne devaient pas tarder à s'ouvrir. En 1746, Louis en était élu membre. Il fut, sans contredit, un des savants les plus célèbres de cette puissante compagnie qui contribua tant à l'émancipation et aux progrès de la chirurgie au XVIII^e siècle. Dès son admission, Louis prend une part active à toutes les discussions. On remarque beaucoup de jugement et d'à-propos dans ses réponses et ses rapports. Il défend avec esprit les prétentions des médecins à vouloir régenter la chirurgie. En 1746, il lit, dans une séance publique, un mémoire sur la taille des femmes où il décrit un nouvel instrument pour pratiquer plus sûrement cette opération et remédier à l'incontinence post-opératoire. Il écrit un traité de chirurgie sur les plaies par armes à feu, traité qui n'était que la transcription du cours qu'il faisait aux élèves qui se destinaient à être chirurgiens d'armée. Il fait de nombreuses expériences sur la lithotomie et conclut que c'est une méthode qui n'est pas à employer ; il rejette en particulier le lithotome du frère Come et préconise les méthodes de taille.

Quoiqu'un exercice consécutif de six années à l'hôpital de la Salpêtrière eut donné à Louis une grosse habileté chirurgicale et une grande renommée, il visait encore plus haut et préparait patiemment son agrégation au collège de chirurgie. Sa soutenance de thèse eut lieu le 25 septembre 1749. A l'unanimité des suffrages, Louis fut nommé professeur. Jeune agrégé de 27 ans, il occupa la chaire de physiologie du col-

lège de chirurgie et ses cours eurent une vogue considérable.

Mais depuis longtemps l'Académie de Chirurgie désirait l'avoir comme secrétaire perpétuel. En 1746, le titre lui fut enfin donné, il l'honora et l'illustra par ses rares talents. Ce fut l'époque la plus brillante et la plus féconde de sa vie, où il s'est assuré une gloire incontestable. C'est lui qui préparait l'ordre du jour des discussions de l'illustre Assemblée, qui dictait les réponses, rédigeait les rapports, faisait le choix des écrits à imprimer, qui, une fois rassemblés, formèrent les six volumes des *Mémoires* de l'Académie Royale de Chirurgie. Louis a beaucoup contribué à la rédaction de ces *Mémoires*. On y trouve ses communications sur les calculs, les grenouillettes, les hernies étranglées, la bronchotomie, les amputations, les becs-de-lièvre. Le poste important qu'il occupait le mit en butte aux jalousies et tracasseries de confrères envieux. Nature fine et nerveuse, il ne pouvait souffrir les critiques injustes de ses émules et perdait vite son calme et sa sérénité d'esprit. Aussi conçut-il à ce moment-là des projets de retraite. Mais un de ses collègues, le chirurgien La Martinière, qui connaissait sa haute valeur, le réconfortait dans ses défaillances. Il lui écrivait un jour : « A la fin, le public ouvrira les yeux. Tel est le sort de l'humanité d'aimer, pour ainsi dire, à croupir dans l'erreur contre ses plus sincères intérêts. Raidissez-vous contre les difficultés, n'opposez à vos ennemis que le bouclier du savoir. Ne leur faites pas apercevoir que vous connaissez leur faiblesse, que la douceur et la modestie vous servent tou-

jours de guide. Par cette conduite, vous les terrassez tous. »

Réconforté par ces conseils énergiques, Louis fit paraître alors le cinquième volume des *Mémoires*. La part qu'il y a pris est immense, sur 833 pages que contient cet ouvrage, 481 sont de sa propre main. On y trouve des communications sur la castration, les frictions et leurs effets, sur les loupes, la saignée, le sarcocèle.

Comme secrétaire de l'Académie, Louis n'avait seulement pas à s'occuper de la publication des *Mémoires*, il était tenu de composer annuellement les éloges des membres décédés. C'était une tâche difficile et embarrassante, il s'en tira à son honneur, par ce sentiment des proportions et des convenances qui accompagnaient chez lui l'amour de la vérité. Ce fut un orateur impartial, sans préventions, un juge d'une inflexible droiture qui montra dans ces exhumations académiques la conscience, la précision et la netteté d'un médecin légiste. De son vivant, pour éviter de réveiller des ressentiments éteints, Louis ne voulut pas faire publier ces éloges. Ce fut l'Académie Impériale de Médecine qui, en 1859, chargea son secrétaire perpétuel, le Docteur Dubois, de les recueillir et de les publier. On y trouve les éloges de Jean-Louis Petit, Malaval, Roederer, Verdier, Pibrac, van Svietten, de Faure. Cependant ces biographies si sages et si modérées, qui semblaient ne devoir lui concilier que des remerciements et des amitiés, ne furent pour lui qu'une source de déboires et de persécutions.

En 1791, au moment où paraissait le sixième volume des *Mémoires*, Louis ne menait plus qu'une vie languissante et attristée. Jaloux de sa gloire et de son talent, ses ennemis devenaient de plus en plus nombreux. Il n'en restait pas moins fidèle à tous ses devoirs d'académicien et faisait de nombreuses communications aux séances. Mais ce caractère si noble usait, en quelque sorte, sa vie dans de misérables discussions devenues toutes personnelles.

Au mois de février 1792, Louis avait fort peu de jours à vivre. Sa situation personnelle est, à cette époque, décrite d'une manière saisissante par le baron Desgenettes, qui avait tenu à lui être présenté. « Admis, dit-il, devant ce savant, dont la figure si belle et si imposante, exprimait une gaieté douce et expansive, je le trouvai pâle et amaigri ; des chagrins de toute espèce avaient dû amener cet état. Je n'ai été heureux, Monsieur, me dit-il, « que dans ma jeunesse, quand mes succès n'avaient point encore excité l'envie qui me poursuivra au delà du tombeau. Voilà la perspective qui attend les hommes qui se sont dévoués au bonheur de leurs semblables. »

Le 20 mai 1792, Louis terminait sa laborieuse carrière. Il mourut à cinq heures du matin, des suites d'une pleurésie. Sa fin fut celle d'un sage. Comme il l'avait demandé, il fut enterré, au milieu des pauvres, dans le cimetière de l'hospice de la Salpêtrière. Sa mort excita de vifs et sincères regrets ; même de la part de ceux qui lui avaient été hostiles. Ce fut un grand événement pour l'Académie de Chirurgie qui,

dans sa séance du 24 mai, exprima ses regrets sur la perte douloureuse qu'elle venait de faire. Elle entendit un de ses membres, le chirurgien Pelletan, qui lut un rapport sur la maladie, la mort et l'ouverture du corps de Louis. « L'anatomie du cerveau, disait-il, nous a présenté un espèce de phénomène. L'organisation de ce viscère était déliée et distincte au delà de ce que j'ai jamais rencontré. On la disséquait avec les doigts, les sillons de sa surface étaient d'une profondeur étonnante, et on en a mesuré qui avaient jusqu'à seize lignes. Ce n'est pas se livrer à un système absurde que de rapprocher cette disposition des facultés intellectuelles de Louis. La délicatesse et la précision de l'organisation de son cerveau pourraient à la fois être regardés comme l'emblème et la cause matérielle de l'étonnante perspicacité dont il était doué, et de la finesse de son jugement. »

Tous les biographes sont d'accord pour affirmer que Louis fut un homme actif, laborieux, vigilant, répondant toujours avec bonté à ceux qui le consultait et encourageant les bonnes volontés. Toutes les actions de sa vie ont prouvé que son désintéressement était excessif et qu'il ne vit jamais avec indifférence les malheurs d'autrui. Sa complaisance sans bornes, ses paroles douces et affectueuses inspiraient à ses malades une grande confiance.

Un des maîtres de la sculpture française, Houdon, a gravé ses traits sur le marbre et comme le dit l'historien Guardia : « Quand on contemple attentivement le joli buste d'Houdon, qui le représente au naturel,

— 1 —

avec son fin sourire, un peu ironique, les traits réguliers, la face pleine et nourrie, le front lisse et découvert, les yeux doux et pénétrants, la perruque bien posée sur cette tête spirituelle, on croirait que c'est un chanoine prébendé ou un abbé de cour. Mais ce que représente ce marbre pur et net, œuvre précieuse, c'est en somme une intelligence vive, une distinction un peu empruntée, beaucoup de confiance en soi, avec une ombre de timidité et de modestie. »

—

CHAPITRE II

L'ŒUVRE MÉDICO-LÉGALE DE LOUIS

§ I. — LOUIS FUT LE PROMOTEUR DE LA MÉDECINE LÉGALE EN FRANCE

Si la médecine est vieille comme la douleur et, par suite, comme le monde, on n'en peut dire autant de la médecine légale, puisque, d'après sa définition même, son existence suppose une société organisée et policée, dotée de lois, si rudimentaire que soient cette organisation et ces lois. Cependant en France, jusqu'en 1760, la science médico-légale n'avait jamais suivi les progrès de la législation. Cultivée avec soin en Allemagne et en Italie, elle était chez nous presque entièrement abandonnée. Les experts pour la plupart chirurgiens ou barbiers illettrés, n'étaient pas à la hauteur de leur tâche. Aussi les hommes de loi por-

taient-ils peu d'attention à la médecine judiciaire, il la considérait comme pouvant être exercée sans compétences spéciales. De temps en temps les médecins faisaient bien paraître des mémoires qui fixaient l'attention publique ; mais il n'y avait pas de traité et pas d'enseignement de la médecine légale. Ce fut le grand mérite de Louis de bien individualiser et de bien isoler cette science qu'il étudia avec des méthodes d'observation et d'expérimentation rigoureuses. Il ne partageait pas le dédain des docteurs de la Faculté de Médecine de Paris pour les expertises médico-légales.

« S'il pouvait y avoir, écrivait-il, un objet plus noble que la conservation de la vie et de la santé des hommes, je n'hésiterai pas à regarder l'avantage que nous avons de faire des rapports en justice, comme la plus belle prérogative de notre profession. C'en est du moins une partie très intéressante qui suppose autant de lumière que de désintéressement. Elle demande une application difficile des principes de l'art et des connaissances sans bornes ; qui dans beaucoup de cas dépendent moins de l'étude et de l'expérience que de la justesse de l'esprit et de la sagacité, afin de discerner à travers une infinité d'incidents qui jettent de l'obscurité sur un fait, les vérités qui en établissent la certitude physique, d'après laquelle les experts doivent principalement prononcer. »

Ses rapports et ses consultations eurent un grand retentissement et firent autorité. Par son savoir et sa probité, il inspirait une grande confiance aux magistrats. Avec toute la rigueur scientifique nécessaire, il excellait à démêler le vrai du faux dans les enquêtes difficiles. Mais esprit débordant d'activité, Louis

voulut faire plus et fit profiter ses contemporains, ainsi que les générations suivantes, de tout ce que lui avait appris son expérience et sa pratique. Il pensait que le moyen le plus sûr pour acquérir, dans une science, des connaissances exactes et complètes, était de l'enseigner. Aussi est-il le premier qui professa publiquement la médecine légale au collège de chirurgie de SaintCôme. Son cours eut tellement de succès que la Faculté de Médecine en reconnut l'utilité et demanda la création d'une chaire. L'enseignement officiel fut créé par une loi du 14 décembre 1792.

§ II. — LOUIS MÉDECIN EXPERT

Louis a été le grand consultant de son temps en matière de médecine judiciaire. Il est peu d'affaires litigieuses du XVIII^e siècle sur lesquelles son avis n'ait été sollicité. A l'occasion de procès célèbres, qui lui permirent d'étudier les points les plus importants de la médecine légale, il écrivit des rapports et consultations qui sont des modèles du genre et que nous allons maintenant étudier de plus près.

AFFAIRE CALAS

Mémoire sur les moyens de distinguer à l'inspection
d'un corps trouvé pendu les signes du suicide d'avec
ceux de l'assassinat.

Jean Calas, de religion protestante, exerçait à Toulouse la profession de marchand de drap. Il avait eu trois fils de son mariage. Un de ses fils, nommé Louis, avait abjuré le calvinisme, néanmoins son père ne lui en avait pas gardé rigueur. Un autre des ses fils, Marc-Antoine était homme de lettres. Esprit méditatif, inquiet et sombre, il avait du dégoût pour le commerce de son père, et la profession d'avocat, pour laquelle il se croyait né, lui était fermée du fait de son calvinisme. Il parlait souvent du suicide, mais on ne pensait pas qu'il dut un jour y recourir. Cependant, tourmenté de plus en plus du dégoût de la vie, il résolut d'y mettre un terme. Le soir du 3 octobre 1761, Antoine Calas quitte la table de ses parents. La famille continue la conversation avec un ami, qui, vers neuf heures, se retire. La mère dit à son second fils Pierre de prendre un flambeau et de l'éclairer. Ils descendent et tout à coup voient la porte du magasin ouverte, les deux battants sont rapprochés, un bâton repose sur leur partie supérieure, à ce bâton est fixé un nœud coulant où Marc-Antoine est pendu. Il est en manches de chemise, ses cheveux ne sont point en désordre, ni ses vêtements froissés. On trouve son habit et sa veste

posés sur le comptoir et pliés avec soin ; étrange détail, qui prouve bien, non seulement une mort volontaire, mais cette froide et lente détermination avec laquelle on exécute un suicide, auquel on a longtemps songé. Aux cris poussés par son frère, toute la famille accourt. On essaie de ranimer le corps, mais en vain. La nouvelle se répand immédiatement dans Toulouse. Les catholiques saisissent avec avidité l'occasion de perdre Calas et les Pénitents blancs vont jusqu'à faire courir le bruit que le fils de ce vieillard a voulu se convertir ; mais que son père, indigné de cette conduite, l'a étranglé et l'a ensuite pendu pour simuler un suicide. Cette accusation absurde, dénuée de preuves, fait cependant fortune. On dresse un mandat d'arrêt contre Calas et sa famille. Le capitoul de Toulouse, David de Beaurigue commet le chirurgien Lamarque aux fins d'autopsie. L'expert remet peu après son rapport où il ne donne aucune indication précise sur l'origine possible de la mort : suicide ou crime.

« Nous avons trouvé le corps sans aucune blessure, ni ecchymoses, disait-il ; mais avec une marque livide au cou, de l'étendue environ d'un demi-pouce en forme de cercle, qui se perdait de chaque côté sur le haut du cou, derrière les cheveux ; ayant la face livide ; ce qui nous a fait juger qu'il a été pendu encore vivant, par lui-même ou par d'autres..... »

L'instruction se saisit de ce rapport et l'interprète arbitrairement en concluant au crime. Une procédure criminelle est engagée. Les témoins à charge se pré-

sentent nombreux. Calas produit les preuves de sa constante tendresse pour ses enfants. Il fait observer que son fils aîné avait toujours été mélancolique et d'humeur sauvage. Son défenseur a beau signaler qu'on avait entendu venir aucun cri de la maison, que les habits, les cheveux de la victime ne laissaient apercevoir aucun désordre, aucune trace de lutte, la conviction des juges n'est cependant pas ébranlée. Calas fut condamné à mort pour infanticide. Le 13 mars 1762, il subissait le supplice de la roue. Son épouse avait été déchargée de l'accusation ; mais, forte du témoignage de sa conscience, elle ne perd pas courage et cherche un vengeur. Le nom de Voltaire remplissait alors toutes les bouches, on ne parlait que de ses sentiments d'humanité. La veuve de Calas va le trouver et lui raconte ses malheurs. Voltaire conçoit alors l'idée de venger la mémoire de son époux. Il écrit, il sollicite et muni du mémoire de Louis, il arrive à démontrer l'innocence de Calas.

Le mémoire de Louis « sur les moyens de distinguer, à l'inspection d'un corps trouvé pendu, les signes du suicide d'avec ceux de l'assassinat », a fait époque. Non seulement on y trouve la preuve du suicide de Marc-Antoine, mais, à ce propos, Louis fait une magistrale étude de la pendaison, où il examine tour à tour les différents modes d'exécution, le mode de suspension des corps et les lésions anatomiques de cette mort violente. Il donne une explication encore admise aujourd'hui du mécanisme de la mort dans la pendaison, et termine son étude en nous fournissant des indications précieuses sur le diagnostic médico-

légal. C'est le premier travail important qu'on trouve en France sur ce sujet. D'après Louis, il reste incontestable que, Marc-Antoine a pu monter sur un escabeau entre les deux battants ouverts de la porte, se passer autour du cou, en la croisant, la corde longue de seize pouces, faire entrer le billot dans les deux nœuds coulants qui la terminait, poser les deux bouts de ce billot sur les deux battants, puis écarter du pied l'escabeau. Sans doute il a fallu pour cela une résolution froide et très arrêtée ; mais combien de suicides en offrent des exemples beaucoup plus singuliers. Louis fait valoir que le médecin expert a constaté sur le cadavre un sillon oblique tout à fait typique de la pendaison. Si Marc-Antoine avait été primitivement étranglé, on aurait trouvé à son cou une marque circulaire, horizontale, avec ecchymoses résultant de la torsion. Il ajoute :

« Il serait bien difficile qu'un homme en fit mourir un autre en le pendant ; cela demande trop d'appareil : il est plus commode de commencer par l'étranglement ; on suspend le corps après, pour tacher de faire méconnaître le genre de crime ; c'est une action réfléchie qui suit le mouvement violent qui avait porté à l'assassinat. Mais il est rare que le crime ne laisse des traces qui le décèlent. »

Pour approfondir son étude et pour discuter en particulier le point important d'une pendaison suicide ou criminelle, Louis ne négligea aucun moyen de documentation. Il se livra à de nombreuses expériences sur les cadavres et sur les animaux, écrivit à de nombreux savants, fit de longs voyages pour consulter de

vive voix les exécuteurs de justice des principaux Etats d'Europe. On est frappé de la justesse de ses observations et de la netteté de ses interprétations. C'est ainsi par exemple, qu'il s'élève contre la doctrine universellement admise du mécanisme de la mort dans la pendaison. Les pendus, prétendait-on, un peu à la légère, mourraient par suffocation. Louis, esprit plus précis et moins complaisant, fait une distinction entre la pendaison de justice et la pendaison suicide. Les pendus de justice, violemment tourmentés par le bourreau qui agitait le corps, meurent, dit-il, par compression de la moelle, conséquence des luxations et fractures des vertèbres cervicales. Pour expliquer la mort chez les pendus suicidés, Louis donne sa théorie de la congestion encéphalique.

« Les pendus, dit-il, meurent vraiment apoplectiques par la compression des veines jugulaires ; car la corde, surtout dans ceux qui se pendent eux-mêmes, n'agit point du tout sur le conduit de l'air. D'autre part, par la dissection, on remarque que la tête est pleine de sang, ce qui doit s'entendre de l'engorgement des vaisseaux du cou. »

Son mémoire contient de nombreux conseils relatifs aux expertises médico-légales.

« La seule inspection d'un corps trouvé pendu, dit-il, ne suffit pas toujours pour juger s'il n'a pas souffert de violences, Pour savoir réellement s'il n'y a pas eu assassinat, il faut disséquer exactement le cou afin de prononcer avec certitude sur l'état des vertèbres, des cartilages et des muscles. »

Louis démontra, en effet, que les violences observées sur le corps des pendus, les déchirures musculaires, les fractures et luxations des vertèbres cervicales sont le plus souvent l'indice d'une pendaison criminelle ou d'une pendaison de justice.

« Jamais chez un homme qui s'est pendu lui-même, dit-il, les parties n'éprouvent un pareil désordre. On trouve seulement les marques de la corde qui sont livides ou rouges ; la face est violette, les poumons sont remplis d'une matière écumeuse, quelque fois la partie supérieure de la trachée est déchirée. »

Enfin il saisit et souligne toute l'importance d'une bonne levée de corps.

« Il convient que le chirurgien remette la corde dans le sillon qu'elle a tracé, pour savoir si la direction de ce sillon prouve que la suspension a été cause ou postérieure à la mort. Il est principalement essentiel d'examiner s'il n'y a pas deux impressions au cou, l'une circulaire horizontale, avec ecchymoses faites par torsion sur le sujet vivant, et l'autre sans meurtrissure dans une disposition oblique vers le nœud, laquelle aurait été l'effet de la suspension après la mort. »

Louis lut son fameux mémoire à la séance publique de l'Académie le 14 avril 1763. Peu de temps après le procès en revision de Calas était engagé et sa mémoire était réhabilitée. L'Académicien Sue, faisant l'éloge de Louis, devait s'écrier quelques années plus tard : « Vertueux, Calas, peut-être respirerait-tu encore si les experts appelés pour visiter le cadavre de

ton fils avaient connu les signes établis depuis par Louis, pour distinguer la suspension volontaire de celle forcée, la suspension accompagnée de l'étranglement de celle qui n'a lieu qu'après l'étranglement. La nature, la loi, la justice et la vérité outragées par la sanglante condamnation de ce vieillard respectable ont à la fois repris leurs droits par la réhabilitation de sa mémoire. »

AFFAIRE RENÉE

**Mémoire contre la légitimité des naissances
prétendues tardives, dans lequel on concilie les
lois civiles avec celles de l'économie animale.**

A l'occasion de cette affaire, Louis s'occupa d'un autre point intéressant : la grossesse au point de vue médico-légal. Ses recherches portèrent en particulier sur la durée de la gestation, dont il montra le terme fixe et immuable ; à l'encontre de ce que soutenait ses contemporains, qui admettaient avec complaisance les naissances tardives ou grossesses prolongées : c'est-à-dire les cas, où un enfant naissait vivant dix mois après la date probable de la fécondation. La question de la durée de la grossesse dans ses rapports avec la légitimité des naissances était d'ailleurs depuis bien longtemps controversée et les naissances

tardives comme les naissances précoces avaient suscité de nombreux écrits plus ou moins fantaisistes. On conçoit aisément la délicatesse, mais aussi la haute importance de pareilles questions qui sont intéressantes, non seulement au point de vue médico-légal, mais encore au point de vue social et moral, puisque des conclusions données par les médecins légistes dépendront l'honneur d'une femme ainsi que la sûreté et la stabilité des familles. A l'époque où vivait Louis, c'était en la matière le règne de l'ignorance et de l'invraisemblance. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1630, la Faculté de Leipzig rejetait la légitimité d'un enfant né 309 jours après la mort de son père putatif, alors qu'en 1638, elle acceptait celle d'un enfant né 378 jours après la mort de son père présumé. L'étude de la grossesse, au point de vue médico-légal, serait peut-être encore restée pendant longtemps plongée dans un oubli profond si, à la suite d'un incident soulevé au cours d'un procès, Louis, par la discussion qu'il provoqua, n'était venu lui assigner une place importante dans la science.

En 1763, le Parlement de Rennes était saisi du procès suivant : une femme avait accouchée 320 jours après la mort de son mari, l'enfant était-il légitime ou non ? En cette circonstance embarrassante, les juges demandèrent l'avis du célèbre Louis qui écrivit son fameux mémoire contre les naissances tardives. Il avait à se prononcer sur les faits suivants :

« Charles était né le 15 janvier 1687. Il avait 72 ans passés lorsqu'il épousa, au commencement de l'année 1759, Renée, qui était jeune, d'environ 30 ans et dont il n'a pas eu d'en-

fants pendant près de quatre ans que leur mariage a duré. Il tomba malade la nuit du 7 au 8 octobre 1762. Sa maladie commença par une fièvre et une oppression violente qui n'ont pas cessé jusqu'à sa mort. Il avait un pied et une partie de la jambe gangrenée dès le 12 octobre. Il fit un testament, par lequel il pria un magistrat, proche parent d'un de ses héritiers collatéraux, d'assister au partage qui serait fait entre eux de son argent, preuve de la persuasion de ne point laisser d'héritiers directs. Renée, sa femme, ne couchait point dans sa chambre et il n'eut pas même été possible qu'elle y couchât ; cette chambre se ressentait du genre de la maladie : on y respirait une odeur insupportable au point qu'on était obligé de tenir très souvent les fenêtres ouvertes. La gangrène, l'oppression et la fièvre ne cessèrent pas de faire des progrès jusqu'au 17 novembre qu'il mourut, âgé de 76 ans. Plus de trois mois après la mort, Renée, la veuve, témoigna des doutes de grossesse, sans pourtant vouloir déclarer l'époque qu'elle entendait donner à cette grossesse et sans permettre qu'on la visitât. L'accouchement arrivait le 3 octobre 1763, elle mit au monde un enfant mâle, bien constitué, dans l'état ordinaire d'un enfant de neuf mois. Son accouchement a été facile et il n'y a aucun signe qui puisse faire présumer que l'ordre de la nature ait été troublé ni retardé dans ses opérations. Or, à compter du 8 octobre 1763, jour de l'accouchement, il y a un an moins quatre jours. Et à compter du jour de la mort seulement, il y a dix mois dix-sept jours, sans accident, sans douleurs, sans aucune circonstance, dont on puisse induire que la grossesse a pu être naturellement d'une durée beaucoup plus longue que les grossesses ordinaires. Si cet exposé on demande si l'enfant de Renée doit être réputé l'enfant légitime de Charles. »

Louis répondit par son mémoire resté célèbre, qui donna lieu à de violentes discussions et dans lequel il combattit vigoureusement la théorie des naissances tardives. L'avocat Gerbier soutenait la légitimité de cette naissance en s'appuyant sur l'opinion de deux

membres de l'Académie de chirurgie, Petit et Lebas. Louis lui se prononçait contre. Il déclare qu'il est impossible d'admettre une grossesse aussi longue.

« La génération, dit-il, est sans contredit une des plus mystérieuses opérations de la nature ; cependant ses effets sont constants. Le premier principe à établir et dont le spectacle entier de la nature fournira la preuve : c'est que les lois sur le terme de la naissance sont constantes et immuables pour la femme aussi bien que pour les animaux. »

Tous les naturalistes, depuis Aristote, convenaient de cette vérité à l'égard des animaux. Pourquoi alors n'y aurait-il pas un terme fixe pour la naissance d'un enfant ? Comme le dit Louis :

« Les lois de la nature bien examinées démontrent qu'elles ne peuvent être plus variables pour l'homme que pour les animaux. Les différents climats et les diverses manières de vivre influent plus sur l'état physique des hommes que sur celui des animaux. Dans l'espèce humaine, les races sont devenues différentes par le concours de plusieurs causes externes et purement accidentelles ; mais l'effet de ces influences n'ont jamais altéré les principes de la constitution animale. Que la conception ait lieu, en été ou en hiver, que la femme soit jeune ou déjà avancée en âge, la loi fondamentale ne varie point, le terme naturel et ordinaire est incontestablement de 9 mois. »

Louis ne se contenté pas d'enregistrer cette fixité de la durée de la grossesse, il la vérifie expérimentalement.

« Les ouvertures d'animaux que j'ai fait en des différents temps de la gestation établissent des résultats constants observées aux mêmes temps, »

Tout comme les auteurs modernes, il n'admet la grossesse prolongée *que dans le cas de dystocie maternelle ou fœtale.*

« Les enfants qui devaient naturellement naître au terme ordinaire ont été retenus par des causes anormales que les secours de l'art dirigés avec dextérité auraient peut-être détruites. »

Il passe ensuite à l'étude de la cause déterminante et des lois de l'accouchement. Pourquoi a-t-on au terme à peu près immuable de neuf mois un arrêt de la grossesse et le début des phénomènes de l'accouchement ? Pour lui cette explication doit être recherchée dans trois causes qui réagissent les unes sur les autres ; les mouvements de l'enfant in utero, la distention fœtale et les contractions utérines. Il conclut son mémoire en montrant que les observations rapportées comme étant des naissances tardives, ne sont en réalité que des accouchements empêchés ou retardés par une dystocie quelconque ; ou qu'il s'agit de faits dans lesquels il y a eu des erreurs dans la date de la fécondation ou de l'accouchement.

« Nous adoptons, dit-il, les principes des auteurs qui pensent qu'une naissance tardive est toujours l'effet ou de la supercherie d'une femme qui veut donner un héritier à son mari mort sans enfants, ou d'une erreur de supputation de la part des femmes qui n'ont aucun intérêt à déguiser l'époque à laquelle elles croient avoir conçues. Il est donc démontré par tous ces points de notre discussion, qu'en concluant contre la possibilité physique absolue de la naissance naturelle d'un enfant au-delà du terme ordinaire, *dont la plus grande étendue doit être de dix jours au delà des 9 mois*

complets, nous avons l'avantage de concilier sur un point très important, sur une question d'Etat, les lois civiles avec celles de l'économie animale. »

Le mémoire fut approuvé par les membres de l'Académie de chirurgie et s'appuyant sur les décisions et conclusions de Louis, le Parlement de Rennes prononçait l'illégitimité de la naissance de la femme Renée.

Depuis Louis les progrès de la physiologie et de l'obstétrique ont éclairci la question de la durée et de la terminaison de la grossesse ; ses idées sont admises par la majorité des auteurs modernes. Aussi le législateur de 1804, voulant enfin mettre un terme aux abus de l'ancienne jurisprudence, qui ne fixait aucun délai sur la durée possible de la gestation et admettait même parfois la possibilité des naissances tardives, établit une durée maximum de gestation de 300 jours et une durée minimum de 180 jours pendant laquelle a lieu la naissance d'un enfant viable. Donc en accord avec les idées de Louis et les progrès de la médecine, la loi a nettement tranché la question de la durée de la grossesse. Les délais qu'elle fournit sont exacts. Les médecins légistes doivent constamment s'y reporter et s'en inspirer pour l'établissement de leurs conclusions dans les affaires aussi délicates et complexes que celles de la légitimité des naissances.

§ III. — LES PRINCIPALES ÉTUDES MÉDICO-LÉGALES DE LOUIS

Pour compléter le tableau que nous avons essayé de tracer de Louis, promoteur de la médecine légale en France et médecin expert, nous donnerons une analyse de ses principaux ouvrages. Nous étudierons tout d'abord *ses fameuses lettres sur la certitude des signes de la mort*.

Il est une pensée terrible qui, à toutes les époques, a préoccupé un grand nombre d'hommes, surtout parmi les médecins : c'est l'incertitude des signes qui annoncent la fin de l'existence. Il semblait, en effet, à nos prédécesseurs que l'impénétrable mystère qui couvre cet instant fatal, que ce passage insaisissable d'être à n'être plus, avait en soi quelque chose de plus effrayant qu'une mort accomplie. Aussi n'est-il pas étonnant que, dès la plus haute antiquité, on ait signalé le danger des inhumations précipitées et tâché d'y remédier. La possibilité de la mort apparente avait été reconnue et admise ; mais ce fait aussi effrayant par ses conséquences avait été singulièrement exagéré par l'ignorance et les superstitions populaires. En somme à tout prendre la mort apparente est un phénomène absolument général, les animaux en offrent de nombreux exemples et ces cas sont d'autant plus nombreux que l'on descend plus bas dans l'échelle des êtres ; d'ailleurs ne devons-nous pas passer par l'état de mort apparente avant de mourir réellement,

Chez l'homme les cas de mort apparente observés sont peu nombreux, ils ont cependant donné lieu à une foule de légendes fantaisistes, dont il y a beaucoup à retrancher ; mais il est impossible néanmoins de ne pas croire à la réalité de certains faits rapportés par les auteurs anciens et confirmés par les observations les moins contestables. A mesure qu'on se rapproche des temps modernes, les observations ont été en se multipliant ; mais c'est surtout à l'époque de Louis, que la question de la mort apparente a été approfondie fournissant aux uns un fond inépuisable de racontars tragiques et aux autres un sujet de recherches nouvelles destinées à augmenter la certitude des signes de la mort. En 1740, le Docteur Bruhier, dans une dissertation « sur l'incertitude des signes de la mort », démontra le danger des enterrements précipités. Son but était d'attirer l'attention du gouvernement sur cet objet important et de provoquer un règlement qui put rassurer les citoyens. Comment ne serait-il pas venu à bout de séduire l'imagination de ses lecteurs ? Il les épouvantait par l'idée affreuse que présentent le danger et la crainte d'être enterré vivant ; il faisait le récit circonstancié de 80 prétendus morts enterrés et ressuscités. En 1742, Winslow soutenait aux écoles de médecine une thèse, désormais restée célèbre : « Les épreuves chirurgicales donnent-elles des signes plus certains d'une mort douteuse que les autres expériences ? » Il concluait par l'affirmative, en faisant toutefois des réserves sur la certitude des signes de la mort ; puisqu'il déclarait que lui-même, dans sa jeunesse, avait été

considéré deux fois comme mort. Louis ne partagea pas l'enthousiasme qu'excita les ouvrages de Bruhier et de Winslow, son amour-propre se révolta en pensant qu'un médecin put être soupçonné de se laisser abuser par de fausses apparences de la mort et il entreprit d'éclairer le public en réfutant les idées de ces auteurs. Voilà quelle fut l'origine de ces fameuses lettres où Louis combattit vigoureusement la doctrine de l'incertitude de la mort.

« L'opinion de l'incertitude des signes de la mort, disait-il, est trop injurieuse à la médecine pour être vraie. Si les bornes de cet art sont telles qu'il ne soit pas possible de connaître si un homme est mort ou s'il est vivant, quelle idée aura-t-on désormais des règles de cette science, la médecine ne sera donc plus qu'une chimère ? De l'incertitude des signes de la mort résulterait certainement l'incertitude de la médecine. »

Dans ses quatre premières lettres, Louis s'attache surtout à combattre les idées de ses prédécesseurs et montre que la plupart des faits qu'ils rapportent ne soutiendraient pas un examen sérieux. « La plupart des faits qu'ils ont allégués, dit-il, ne sont que des histoires hasardées ou ingénieusement controuvées pour amuser les femmes et les enfants. » Ses autres lettres ont beaucoup plus d'intérêt pour nous, car il y décrit deux signes capitaux de la mort : la rigidité cadavérique et l'affaissement des yeux : signes qui depuis son ouvrage ont conservé toute leur valeur et sont considérés comme ne laissant plus de doute sur la certitude de la mort.

Louis s'était rendu compte de la pauvreté et du peu de sûreté qu'offraient les signes préconisés par ses contemporains. Aussi il voulut trouver mieux et, grâce à son puissant esprit d'observation, il mit en pleine lumière et dégagea l'extrême importance de la rigidité cadavérique et des signes oculaires de la mort. Son exposé de la rigidité cadavérique a fait époque, il en étudia tour à tour la fréquence, l'évolution, le mode d'extension, la durée et le diagnostic différentiel. Nous ne pouvons nous empêcher de citer quelques passages de son étude qui montreront la justesse et la précision de ces vues.

« Des recherches faites avec toute l'exactitude dont j'ai été capable et que j'ai suivies pendant plusieurs années sans interruption, m'ont fait voir, sur plus de 500 sujets qu'à l'instant de la mort, les articulations commencent à devenir raides, même avant la diminution de la chaleur naturelle ; il résulte de cette remarque que la flexibilité des membres est un des principaux signes par lesquels on peut juger qu'une personne n'est pas morte, quoiqu'elle ne donne d'ailleurs aucun signe de vie. Je m'étais souvent aperçu, dans les hôpitaux militaires des villes et des armées, de la difficulté que les infirmiers avaient à ôter la chemise des cadavres qu'ils voulaient couvrir dans le drap mortuaire. Cet obstacle venait de la roideur des membres et j'ai été dans le cas d'observer à l'hôpital de la Salpêtrière que la roideur dont il s'agit n'est point l'effet de la diminution de la chaleur, car les sœurs ont un cérémonial particulier qu'on ne suit point dans les hôpitaux des troupes du roi. Elles sont dans l'usage de revêtir les morts d'une chemise blanche avant que de les ensevelir et elles leur entrelacent les doigts sur la poitrine comme s'ils priaient à mains jointes. Pour faire aisément toutes ces choses, on ne perd point de temps et dès qu'on juge qu'une personne est morte, on travaille à ces arrange-

ments. L'expérience a appris aux personnes qui en sont chargées que le moindre délai leur donnerait beaucoup de peine parce que les cadavres deviennent raides quoiqu'ils conservent souvent une chaleur plus qu'ordinaire pendant plusieurs heures. Il est démontré par beaucoup de faits que l'attention qu'on a donnée à la flexibilité des membres a sauvé la vie à plusieurs personnes. »

Les recherches de Louis portèrent ensuite sur les phénomènes oculaires de la mort. Il mettait en évidence la toile glaireuse de la cornée et l'affaissement et la flaccidité du globe de l'œil.

« Il m'a paru, dit-il, que l'examen des yeux du sujet pouvait fournir les preuves les plus évidentes de la mort. La cornée transparente des morts est ordinairement recouverte d'une toile glaireuse très fine qui se fend en plusieurs morceaux quand on y touche et que l'on emporte facilement en essuyant la cornée. Elle ternit quelquefois cette membrane au point de presque faire disparaître la prunelle. La perte du brillant des yeux et la formation de la toile glaireuse ne sont cependant point des signes certains de la mort ; car on a remarqué que les yeux se ternissent dans plusieurs occasions et j'ai souvent vu un enduit de matière glaireuse sur la cornée dans certaines maladies des paupières. Mais les yeux des morts deviennent flasques et mous en fort peu d'heures, il n'a aucune maladie qui soit capable d'opérer un tel changement. Le signe est vraiment caractéristique et j'ose le donner pour indubitable. Tant que le globe de l'œil conserve la fermeté naturelle, on ne peut pas prononcer que la personne est morte. L'affaissement et la mollesse des yeux dispenseront d'attendre la putréfaction. C'est une observation que j'ai faite pendant plusieurs années sur un très grand nombre de sujets. »

Donc, comme on le voit depuis Louis, nous sommes en possession de signes certains et positifs de la

mort. Grâce à lui a pu être réalisé, dans une certaine mesure, le diagnostic de la mort apparente ou réelle. D'ailleurs cette question n'a encore pas reçu de solution précise. Si les superstitions s'affaiblissent et si l'ignorance populaire diminue, il n'en est pas moins vrai que les craintes persistent toujours à notre époque. Quatre discussions au Sénat impérial sur les inhumations précipitées, les prix fondés par quelques philanthropes (prix Manni, prix du marquis d'Ourches, prix Dugaste), de nombreuses publications sur ce sujet, montrent les préoccupations toujours existantes de l'esprit public.

Un autre ouvrage de Louis, qui a fait époque, est son : *Mémoire sur les noyés*. Il l'écrivit après de nombreuses expériences qui lui fournirent l'occasion de déterminer la véritable cause de la mort par submersion. Grâce à lui, l'étude de la submersion entraînait dans une phase nouvelle, celle de l'expérimentation. Il fut amené à ce nouvel ordre d'études par le rôle qu'il eut à jouer dans la fameuse affaire Sirven.

En 1760, le notaire Sirven était établi depuis vingt ans dans la ville de Castres avec sa famille, composée de sa femme et de trois filles élevées dans la religion protestante. La cadette, Elisabeth, alors âgée de vingt-trois ans, « était malade, fantasque et dominée par un fonds de tristesse et de timidité ». Sous l'influence du prosélytisme clandestin de la sœur de M. de Barral de Montchinord, évêque de Castres, elle

entra, le 6 mars 1780, au couvent des Dames du Saint-Enfant de Jésus de Castres. On voulait lui faire abjurer le protestantisme, mais séparée de ses parents, la jeune fille tomba dans une profonde mélancolie. Après sept mois de vie cloîtrée, il fallut la rendre à sa famille, mais elle présentait des symptômes d'aliénation mentale. « Le 9 octobre 1760, raconte Court de Gébelin dans ses *Toulousaines*, l'évêque fait rendre leur fille à ses parents, en disant qu'elle ne veut point être catholique. Mais dans quel état revient-elle ? Exténuée, pâle, défaite, craignant au moindre bruit qu'on ne veuille la ramener au couvent ; d'autres fois se figurant qu'elle doit épouser un grand seigneur, communiquant avec les anges, demandant la discipline..., en un mot complètement folle. »

Sous le toit paternel, grâce aux soins redoublés, dont on environne la malade, sa raison reprend un peu le dessus, mais elle était loin d'être guérie. En effet, en juin 1761, Sirven va s'établir dans le village de Saint-Alby, quand, un matin, on vient lui annoncer que sa fille a disparu. On court de tous côtés à la recherche d'Elisabeth, on explore la campagne, on fouille les bois du voisinage, mais elle demeure introuvable. On la croit finalement dans quelque couvent ou presbytère de la contrée.

Quelques jours après, des enfants jouant autour de la margelle d'un puits, aperçoivent un corps de femme flottant à fleur d'eau ; c'était celui d'Elisabeth Sirven. Le haut justicier de Mazamet, accompagné d'un médecin, se transporte sur les lieux. Il s'informe, on lui répond que la jeune fille était folle, qu'elle a dû se

précipiter elle-même dans le puits. Après vérification, la version du suicide est admise, la permission d'inhumer est accordée. Mais le lendemain, le juge de Mazamet arrive et s'indigne qu'on ait procédé sans son ordre. Il ordonne une contre-expertise, qui est faite par deux médecins, dont Louis devait discuter plus tard la compétence et les connaissances médico-légales. Le rapport des deux experts modifie complètement la physionomie de l'affaire. Ils n'admettent plus l'idée du suicide ; pour eux, Elisabeth ne s'est pas précipitée d'elle-même dans le puits, mais elle y a été jetée morte après avoir été étouffée.

« Nous avons, disent-ils, trouvé sur le cadavre un gonflement sur la partie antéro-latérale de l'os frontal ; la tête tournait en tous sens comme si elle ne tenait pas aux vertèbres du tronc ; le col était extrêmement gonflé dans toute sa circonférence avec une grande quantité de sang extravasé. Toute la violence que nous avons reconnue est au cou, sans qu'il y ait pu se connaître aucun vestige de serrement avec une corde ou un autre instrument ; en conséquence nous disons que cette fille peut avoir été étouffée par quelqu'autre moyen. De ce qu'il ne s'est point trouvé d'eau dans les intestins, ni dans la capacité du ventre, nous concluons que la fille ne s'est pas noyée, mais qu'elle a été jetée étouffée dans le puits. »

Signalons, en passant, que leurs affirmations étaient purement gratuites et ne reposaient sur aucune base sérieuse ; car, somme toute, le vrai moyen de constater qu'une personne est morte noyée et qu'on ne se trouve pas en présence d'un cadavre immergé, est d'examiner les poumons et les bronches, qui doivent

être pleines d'eau et d'écume. Cependant, les deux experts négligèrent se de procurer ce moyen infail-
liblé ; ils n'ouvrirent pas la poitrine, et, ce qui est
plus inconcevable encore, c'est que, s'étant privés
ainsi de la seule lumière capable d'indiquer le genre
de mort d'Elisabeth, ils déclarèrent néanmoins qu'elle
ne s'était pas noyée elle-même. On ne se trouvait donc
pas en présence d'un suicide, mais d'un assassinat.
Quel pouvait en être l'auteur ? Les catholiques accu-
sèrent Sirven d'avoir tué sa fille pour l'empêcher
d'embrasser le catholicisme. Sirven eut beau fournir
un alibi, démontrer l'état d'aliénation mentale de sa
fille, les religieuses de Castres eurent beau déclarer :
« qu'Elisabeth avait donné par intervalle des traits de
folie ou d'imbécillité, tant le jour que la nuit », rien
n'y fit. Le 19 janvier, un décret de prise de corps fut
lancé contre Sirven et sa famille. Les accusés se sou-
venant du sort des Calas, se réfugièrent en Suisse. Le
tribunal de Mazamet condamnait Sirven à la peine
capitale. Pendant qu'on l'exécutait en effigie sur la
place publique, Sirven était présenté à Voltaire. L'er-
mite de Ferney, convaincu de son innocence, entreprit
de le réhabiliter. Aidé de Louis, il réussit, après de
longs efforts à faire casser l'arrêt capital et infâmant
prononcé contre Sirven. En même temps que le Col-
lège Royal de Chirurgie de la Faculté de Médecine de
Montpellier, Louis fut appelé à donner son avis sur
le rapport médical des deux premiers experts. Il en
montra les nombreuses erreurs et flétrit l'ignorance
des deux médecins. Il conclut à la nullité du rapport
et au suicide d'Elisabeth Sirven.

« Ce contre-rapport, dit-il, a été dicté par le seul désir de rendre hommage à la vérité. En mon âme et conscience, j'affirme mon avis sur les faits exposés :

« 1° Les experts n'ont ni connu, ni employé les moyens nécessaires pour s'assurer si le sujet avait péri noyé ou non.

« 2° L'état dans lequel on a trouvé le cou du cadavre prouve qu'il y a eu contusion mortelle, mais on ne peut, sans témérité, affirmer que les dérangements observés dans cette partie n'ont pu qu'être l'effet de violences extérieures.

« 3° L'assertion positive des experts et la nature des altérations dans le corps du cadavre excluent toute idée d'étranglement, et nous ne concevons pas, comment les experts ont pu conclure que cette fille put avoir été étouffée par quelque autre moyen. Il suit donc de cette discussion qu'Elisabeth Sirven s'est tuée dans sa chute, avant de parvenir à la surface de l'eau, que plusieurs causes ont pu y contribuer, telles que la commotion du cerveau et la dilacération ou compression de la moelle épinière, suite de la fracture des vertèbres du cou. Le rapport a été fait sans soins et sans convenances des principes lumineux que l'on a acquis sur cette matière ; qu'on ne peut raisonnablement y avoir le moindre égard. »

Quelques jours plus tard, à la suite de cette consultation, il ne restait plus rien de la base matérielle de l'affaire Sirven. La science avait eu le dernier mot et Sirven était acquitté. Louis s'était bien gardé d'établir son rapport à la légère ; il le basait sur les notions scientifiques que lui avaient apporté ses observations sur les noyés et ses expériences sur les animaux. *Son mémoire sur les noyés* est la première étude sérieuse, scientifique et expérimentale que nous trouvons sur la submersion. Il en étudie tour à tour les signes thanatologiques, le diagnostic et la cause de la mort. Pour lui, la vraie cause de la mort est due

à la présence et au choc brutal de l'eau dans les voies respiratoires et en particulier dans les bronches ; le noyé périt asphyxié. Cette notion fut d'ailleurs confirmée, à la même époque, par deux chirurgiens de Lyon, les docteurs Littré et Desgranges, qui, en 1768, furent appelés à donner leur avis sur la mort d'une fille publique, Claudine Rouge, dont le corps avait été retiré du Rhône, près de Condrieu. Ils montrèrent que cette fille avait été tuée et que son cadavre avait été ensuite jeté dans le fleuve. Ils terminaient ainsi leur rapport : « La présence de l'eau dans les bronches est la vraie cause de la mort des noyés. » L'examen des corps de noyés montrant que la mort se produit dans une inspiration violente, Louis prouve la pénétration du liquide dans l'intimité même du poumon, en noyant un animal dans un liquide coloré. Il fait voir que, chez les individus submergés après la mort, les inspirations violentes ne se produisant pas, le liquide d'immersion ne pénètre pas dans l'appareil respiratoire. C'était là, on le conçoit, un fait d'une extrême importance, au point de vue du diagnostic médico-légal de l'origine de la mort par submersion, et cependant, jusqu'à lui, aucun des auteurs qui s'étaient occupés de la question ne l'avait signalé. Recherchant la position de l'épiglotte après la mort, il constate que l'orifice supérieur du larynx, chez les noyés, n'est pas fermé par ce cartilage élastique, ce phénomène ne pouvant se produire que pendant l'acte physiologique et vital de la déglutition, alors que la langue elle-même est portée en arrière ; chez les individus morts par submersion, au contraire, la langue est, le plus

souvent, projetée en avant, comme chez les pendus. Louis communiqua ses observations et ses expériences à l'Académie des Sciences ; elles servirent de point de départ à tous les travaux scientifiques et expérimentaux exécutés depuis lors sur la submersion.

CHAPITRE III

LE ROLE MÉDICO-SOCIAL DE LOUIS

Louis ne fut pas seulement le plus grand médecin légiste et un des plus grands chirurgiens de son siècle, son nom est également lié à l'histoire de la Révolution. Quelle fut son attitude dans ces temps orageux ? Au moment de la convocation des Etats généraux, peu soucieux de l'opinion publique, il n'avait en vue que les progrès de la science. Il travaillait dans le silence, sans que les événements tumultueux du dehors viennent troubler sa noble vie de savant. Cependant, il devait prendre part à une des plus violentes mesures de la Révolution. Il était, en effet, loin de s'attendre à ce que le Comité de législation de l'Assemblée nationale allait venir lui demander : une consultation sur un nouveau mode de décapitation qui permettrait d'épargner aux condamnés les lenteurs, les incerti-

tudes et les maladresses des bourreaux. Que de discussions se sont élevées autour de cette consultation qui concrétisait, en somme, l'établissement de la guillotine en France. Par l'examen impartial des faits et des documents, nous tâcherons de montrer combien, dans cette affaire, le rôle de Louis et de son confrère le docteur Guillotin, a été complètement dénaturé et faussé par les traditions populaires et l'imagination fantaisiste de quelques historiens. On en est arrivé à ce point que, par une cruelle et bien singulière ironie, le nom d'un médecin est attaché à un acte purement destructeur, sans qu'on ait saisi le but humanitaire qu'il se proposait.

Sous l'ancien régime, avant la Révolution, il y avait deux genres de supplice pour les condamnés à la peine de mort : la décapitation, réservée aux nobles, et la pendaison, supplice considéré comme infâmant, infligé aux gens du peuple.

Quand, le 5 décembre 1789, un député honorablement connu par sa douceur et sa philanthropie, le docteur Guillotin, monte à la tribune de l'Assemblée Constituante. Il émet le vœu que la loi doit être égale pour tous, quand elle punit, comme quand elle protège : « Les délits du même genre, disait-il, seront punis par le même genre de supplice, quelle que soit la position sociale du coupable. » Son vœu est immédiatement adopté. Restait alors à déterminer le procédé de peine capitale qui serait désormais appliqué. Dans un autre de ses discours, Guillotin, insistant sur la nécessité d'éviter au supplicié les maladresses du bourreau, demandait qu'au bras de ce dernier on

substitua la décapitation au moyen d'une machine. Emporté par son zèle humanitaire, l'infortuné docteur était loin de se douter que, par la suite, son nom devait servir à dénommer la machine qu'il proposait. Par un vote du 21 septembre 1791, l'Assemblée Constituante consacrait le principe de la peine de mort « par la décapitation au moyen d'une machine ». Il s'agissait alors de passer à la pratique et d'établir l'instrument nécessaire. Le Comité de législation eut l'idée de s'adresser à Louis et de lui demander une consultation sur un mode nouveau de décapitation. La loi du 25 mars 1792 décrétant : « L'humanité exige que la peine de mort soit la moins douloureuse possible dans son exécution », il fallait réunir trois conditions : la sûreté, la célérité, l'uniformité.

L'idée qu'avait eue Guillotin de substituer, pour la décapitation, une machine au bras du bourreau, et la réalisation que devait en faire Louis, n'étaient pas nouvelles. Ce que, après eux, on a appelé la guillotine existait depuis des époques lointaines et était bien connu. De nombreuses gravures permettent de suivre la machine depuis le xvr^e siècle ; mais, d'après les documents qui nous ont été aimablement communiqués par M. Chaurand, professeur honoraire, que nous sommes heureux de pouvoir remercier ici, son utilisation nous paraît beaucoup plus ancienne. Il existe, en effet, à la bibliothèque municipale de Lyon, un livre de Pierre de Natalibus : *Catalogus Sanctorum vitas, passionis et miracula comodissime annectens*, imprimé en l'an 1534, qui contient de magnifiques gravures sur bois, dues au talent des graveurs lyonnais

du xvr^e siècle. Ces gravures représentent les divers épisodes de la vie des Saints et en particulier leur martyr. Pour un certain nombre d'entre eux, saint Carphore, saint Flavien, saint Félix, sainte Fausta, la mort a été causée par la décapitation au moyen d'une machine qui présente une analogie frappante avec la guillotine. On retrouve dans les dessins, et les graveurs lyonnais n'ont fait que reproduire les traditions iconoclastiques, un instrument composé de deux montants joints l'un à l'autre par deux traverses. C'était sur la traverse inférieure que le martyr, à genoux ou couché, posait son cou. La traverse supérieure était mobile et garnie d'un large couperet ; on la maintenait en l'air au moyen d'une corde, et au moment de l'exécution, le bourreau laissait aller la corde. Il n'y a point à se méprendre du tout sur le sens de ces gravures, et quand on sait que les Saints précédemment cités furent martyrisés sous l'empereur Dioclétien, c'est-à-dire en l'an 313, il n'est pas douteux et il faut admettre qu'une guillotine, évidemment assez simpliste et peu perfectionnée, existait déjà au iv^e siècle.

D'ailleurs, on peut aisément suivre cet instrument dans le cours des siècles et dans de nombreux pays ; d'innombrables gravures et récits de voyageurs en font foi. L'historien Lenôtre n'écrit-il pas : « On a trouvé, en 1865, à Limé (Aisne), un volumineux couperet de silex, pesant environ une centaine de kilogrammes, qu'on a reconnu être un tranche-tête gaulois, une guillotine de l'âge de pierre. On tenta, à l'aide de ce silex des expériences qui furent concluantes. »

Il est, par conséquent, indiscutable qu'une machine à décapiter existait déjà depuis longtemps. Guillotin et Louis étaient au courant de cet appareil. Ils n'ont accompli, en somme qu'une œuvre de perfectionnement dans un but humanitaire. Le 1^{er} mars 1792, Louis acceptait donc la mission qui lui avait été donnée par le législateur. Le 7 mars, sa consultation était rédigée, signée et remise au Comité de législation. Nous tenons à la présenter, c'est un modèle du genre. Elle est extraite du *Moniteur* du 22 mars 1792.

« Le Comité de législation m'a fait l'honneur de me consulter sur deux lettres écrites à l'Assemblée Nationale concernant l'exécution de l'article 3 du Code pénal, qui déclare que tout condamné à mort aura la tête tranchée. Par ces lettres, M. le Ministre de la Justice, d'après les représentations qu'on lui a faites, juge qu'il est de nécessité instante de déterminer avec précision la manière de procéder à l'exécution de la loi, dans la crainte que si, par défectuosité du moyen, ou faute d'expérience, ou par maladresse, le supplice devenant horrible pour le patient et les spectateurs, le peuple, par humanité, n'eut occasion d'être injuste et cruel envers l'exécuteur, ce qu'il est important de prévenir. J'estime que les représentations sont justes et bien fondées. L'expérience et la raison démontrent également que la décollation, mode en usage par le passé pour trancher la tête à un criminel, l'expose à un supplice plus affreux que la simple privation de la vie, vœu formel de la loi ; pour le remplir, il faut que l'exécution soit faite en un instant, et un seul coup. Personne n'ignore que les instruments tranchants n'ont que peu ou point d'effets lorsqu'ils frappent perpendiculairement. En les examinant au microscope, on voit qu'ils ne sont que des scies plus ou moins fines, qu'il faut faire agir en glissant sur les corps à diviser ; on ne réussirait pas à décapiter d'un seul coup avec une hâche ou un couperet dont le tranchant serait en ligne droite ; mais avec un

tranchant convexe, comme aux anciennes hâches d'armes, le coup assainé, n'agit perpendiculairement qu'au milieu de la portion du cercle ; mais l'instrument, en pénétrant dans la continuité des parties qu'il divise, a sur les côtés une action oblique en glissant et atteint sûrement au but. En considérant la structure du cou, composé de plusieurs os dont la connexion forme des enchevauchures, il n'est pas possible d'être assuré d'une prompte et parfaite séparation en la confiant à un agent susceptible de varier en adresse par des causes morales et physiques; il faut certainement, pour la certitude du procédé, qu'il dépende de moyens mécaniques invariables, dont on puisse également déterminer la force et l'effet ; c'est le parti qu'on a pris en Angleterre. Le corps du criminel est couché sur le ventre, entre deux poteaux, barrés par le haut d'une traverse, d'où l'on fait tomber sur le cou la hâche convexe au moyen d'une déclique. Le dos de l'instrument doit être assez fort et assez lourd pour agir efficacement. Il est aisé de construire une pareille machine dont l'effet sera immanquable. La décapitation sera faite en un instant suivant le vœu et l'esprit de la loi. Il sera facile d'en faire l'épreuve sur des cadavres et même sur un mouton vivant. »

Dans sa consultation, Louis propose donc d'adopter l'appareil existant déjà, mais en le perfectionnant. Il donne au couperet une direction très oblique. La machine est construite par un mécanicien nommé Schmidt, qui avait la réputation d'un inventeur fécond. Les essais furent faits à l'hospice de Bicêtre, sur des moutons et des cadavres. La Commission, nommée par le Ministre de la Justice, assistait à ces expériences ; on lit, dans le rapport de Cabanis, que « le poids seul du couperet tranchait la tête des cadavres avec la vitesse du regard et en coupant les os de la manière la plus nette ». On a prétendu que Louis XVI colla-

bora à la fabrication de la guillotine et qu'il fut l'inventeur du fer triangulaire. Il en aurait donné l'idée à Schmidt. Le fait est nié par les uns et accepté par les autres. Dans un numéro de l'*Evénement* du 30 octobre 1866, on trouve cette lettre, signée Ernest Breton : « Mon grand-père, Pierre Colon, était chirurgien en chef de Bicêtre, lorsque les premières expériences furent faites, d'abord sur des moutons, puis sur des cadavres. Il faisait partie de la Commission qui fut reçue par le roi, auquel elle rendit compte du résultat de ses travaux. Ce fut dans cette audience que l'infortuné Louis XVI, fort habile mécanicien, proposa lui-même le fer triangulaire, dont il devait faire le fatal essai. On comprend que, dans son rapport à l'Assemblée Législative, Louis n'ait pas dû désigner l'auguste auteur de ce perfectionnement ; mais le fait n'en est pas moins positif. » C'est, évidemment, un témoignage impressionnant, mais dont l'authenticité serait à contrôler.

Quoiqu'il en soit, la première exécution eut lieu le 27 avril 1792, sur un voleur de grand chemin. Toutefois, ce ne fut qu'à l'époque de l'établissement du tribunal révolutionnaire que l'instrument de mort commença à fonctionner avec activité. Louis s'était applaudi d'avoir résolu le problème de mécanique qui lui avait été proposé ; par son procédé, la décollation était immanquable et rapide ; mais, heureusement qu'il ne fut pas là pour en voir les sinistres effets et l'usage répété qui en fut fait sous la Terreur.

Une question intéressante à se poser est la suivante : En perfectionnant la guillotine, Louis a-t-il

atteint son but ? La mort est-elle instantanée ; ou bien la tête séparée du tronc, le cerveau conserve-t-il, ne fût-ce que quelques instants, le sentiment de cette affreuse situation et le supplicié ressent-il l'horrible blessure produite par le couperet ?

Après 1793, les innombrables exécutions de la Terreur donnèrent naissance à des histoires extraordinaires. Les savants eux-mêmes ne restèrent pas étrangers à ces malsaines légendes ; ils ne craignirent pas d'affirmer que la tête d'un décapité se nourrissait, pensait, et que la mort réelle ne se produisait qu'après un certain temps. Dans sa thèse, soutenue devant la Faculté de Paris : « La tête d'un décapité conserve-t-elle plusieurs instants après sa décollation la faculté de sentir ? », le docteur Gauthier concluait par l'affirmative. Cependant, quelque temps après, la réaction ne devait pas tarder à se faire sentir. A la suite des nombreuses études et expériences accomplies au XIX^e siècle, par Bichat, Dujardin-Beaumetz et Evrard, et Beaurieux, la théorie de la survie après la décapitation a été reconnue inexacte. Le coup de grâce lui a été porté par l'important travail du docteur Loye, « La Mort par la décapitation ». Cet auteur n'a pas craint d'assister à l'exécution de quelques condamnés et de chercher, dans le laboratoire, l'explication des faits dont il avait été le témoin, et pour déterminer leur valeur physiologique, il a eu recours à l'expérimentation sur les animaux. Il concluait son travail par ces mots : « La mort, dans le sens où l'entend la loi, c'est-à-dire la mort intellectuelle, frappe le condamné au moment même où vient de tomber le

glaive de la justice. Que les moralistes et les philanthropes se rassurent : le supplice de la décapitation ne peut pas être un supplice douloureux. »

Depuis l'introduction en France de l'appareil perfectionné par Louis, le supplice de la mort est devenu plus humanitaire. Le grand criminologiste Lombroso ne dit-il pas avec juste raison : « Le sentiment humain veut que la grande douleur de l'anxiété pour l'attente de la mort, soit épargnée le plus possible et que la forme même de la mort ne soit point douloureuse et soit prompte ». La véritable douleur ressentie par le condamné est, en somme, l'angoisse morale, l'attente et la frayeur de la mort, qu'aucun supplice n'est capable de supprimer. Le peuple, peu soucieux des droits de l'histoire, n'a vu, dans les docteurs Guillotin et Louis, que les inventeurs et les mécaniciens brutaux d'un instrument destructeur. Il n'a pas saisi l'élément philosophique et humanitaire qui a guidé ces hommes de bien, et, comme le disait si bien Louis à Desgenettes, dans le courant du mois d'avril 1792 : « La part que j'ai prise à cette affaire, que j'ai regardée comme une simple question d'humanité, s'est bornée à corriger la forme du couperet et à le rendre oblique, pour qu'il pût couper net et atteindre le but. Mes ennemis ont alors essayé, par la voie de la presse la plus licencieuse, de faire donner à la machine le nom de Petite-Louison, qu'ils n'ont cependant pu maintenir. J'ai eu la faiblesse de me chagriner outre mesure de cette atrocité. »

Plus tard, en 1782, un autre médecin militaire, le médecin inspecteur Dujardin-Beaumetz, devait ap-

porter dans le Code des mesures de bonté et de haute humanité. Envoyant un mémoire sur les exécutions militaires des condamnés à mort au maréchal de Mac-Mahon, il terminait sa lettre par ces belles paroles : « L'art que j'ai l'honneur de cultiver doit être avant tout et toujours secourable, et même en ce qui concerne l'application de la peine de mort, il ne saurait rester indifférent ou inutile aux souffrances de l'humanité. »

CONCLUSIONS

Ainsi, Louis, qu'il serait désormais plus juste d'appeler Saint-Vallier, nous apparaît, au cours de cette étude : issu d'une vieille famille chirurgicale, il porte à un haut degré les qualités de son éducation. Il est l'honneur de ses ancêtres, un noble caractère parmi ses confrères et un médecin renommé, qui s'est toujours dévoué pour le bonheur de ses semblables.

Les titres ne manquent pas à sa gloire. Par la hardiesse et l'originalité de ses vues, Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de Chirurgie, doit être classé comme un des premiers maîtres de la clinique chirurgicale.

Mais ses belles recherches médico-légales auraient suffi à immortaliser son nom. Le premier, en France, il comprend l'importance sociale de la médecine légale, dont il est le véritable promoteur et à l'étude de laquelle il applique des méthodes scientifiques et expérimentales jusqu'alors inusitées. Ses travaux sur la certitude des signes de la mort, sur la légitimité des naissances, sur la pendaison et la submersion ont fait époque et seront toujours consultés. Ses expertises relèvent de graves erreurs judiciaires et contribuent

à réhabiliter la mémoire de nombreux condamnés. Enfin, il organise le premier un enseignement de la médecine légale. Ses théories ont donc dépassé le cadre étroit, où étaient renfermées les doctrines médicales de son époque; elles ont franchi les deux siècles qui les séparent des conceptions actuelles.

Aussi, les années ne doivent-elles pas jeter un voile sur la belle physionomie de ce savant. Par toute l'école médicale française, sa mémoire doit être saluée comme celle d'un des pionniers et représentants de la science moderne.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Vu :

Etienne MARTIN

LE DOYEN,

JEAN LÉPINE.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 15 Novembre 1924

**LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
CAVALIER.**

TABLE DES OUVRAGES DE LOUIS

Lettres sur la certitude des signes de la mort où l'on rassure les citoyens de la crainte d'être enterrés vivants.

Mémoire contre la légitimité des naissances prétendues tardives.

Mémoire et observations sur les noyés.

Mémoire sur une question anatomique relative à la jurisprudence dans lequel on établit les principes pour distinguer à l'inspection d'un corps pendu les signes du suicide d'avec ceux de l'assassinat.

Eloges prononcés à l'Académie Royale de Chirurgie.

Cours de chirurgie pratique sur les plaies par armes à feu.

Lettres sur les maladies vénériennes.

Lettre sur la méthode de tailler les femmes.

Précis sur l'histoire, les effets et l'usage de la saignée.

Articles et communications diverses contenus dans les six volumes des Mémoires de l'Académie de Chirurgie.

BIBLIOGRAPHIE

- BROUARDEL. — Le mariage, grossesse et accouchement. — La mort et la mort subite. — La pendaison, la strangulation, la submersion.
- BROWN-SÉQUARD. — Communications à l'Académie des Sciences ; années 1855 à 1887.
- BOUCHER. — Médecine légale et grossesse. *Thèse Paris*, 1875.
- BOUCHUT. — Les signes de la mort.
- BUCHEZ. — Histoire parlementaire de la Révolution.
- CABANÈS. — La névrose révolutionnaire. — Le cabinet secret de l'histoire.
- CHÉREAU. — La guillotine.
- COQUEREL. — Jean Calas et sa famille.
- COURT DE GEBELIN. — Les Toulousaines.
- COUSIN. — Essai sur les origines de la médecine légale. *Thèse Paris*, 1904.
- DAREMBERG. — Histoire de la médecine.
- DECHAMBRE. — *Dictionnaire des Sciences médicales*, articles : supplices, pendaison, submersion, décollation, naissances.
- DESGENETTES. — Souvenirs de la fin du XVIII^e siècle.
- DESMAZES. — Histoire de la médecine légale.
- DEVERGIE. — Traité de médecine légale.

- DUBOIS. — Biographies médicales. — Recherches historiques sur les dernières années de Louis et de Vicq d'Azyr.
- DUJARDIN-BEAUMETZ. — Notes historiques et physiologiques sur le supplice de la guillotine.
- ELIE DE BEAUMONT. — Consultation pour Paul Sirven.
- FLEISCHMANN. — La guillotine.
- FODÉRÉ. — Traité de médecine légale.
- FONTENELLE. — Des inhumations précipitées.
- GOSTON. — Durée de la grossesse, ses rapports avec la fécondation. *Thèse Paris*, 1875.
- GUARDIA. — Histoire de la médecine. — La médecine à travers les siècles.
- LACASSAGNE. — Peine de mort et criminalité. — Les exécutions militaires des condamnés à mort. (*In Archives ..d'anthropologie*, 1910.)
- LE MONITEUR. — Années 1790 à 1795.
- LENORMAND. — Des inhumations précipitées.
- LENOTRE. — La guillotine et les exécuteurs criminels pendant la Révolution.
- LOCARD. — La médecine judiciaire en France au xvii^e siècle. *Thèse Lyon*, 1905.
- LOYE. — La mort par décapitation.
- MARTIN (Etienne, Prof.). — Précis de médecine légale.
- MASSON. — Historique de la médecine légale en France. *Thèse Lyon*, 1884.
- MEUNIER. — Histoire de la médecine.
- PERROT. — De la mort apparente. *Thèse Paris*, 1860.
- PICHON. — Code de la guillotine.
- REMONDET. — Chaussier. Sa vie et son œuvre. *Thèse Lyon*, 1920.
- RICHERAND. — Histoire des progrès de la Chirurgie.

SAUCEROTTE. — La profession médicale il y a cent ans.

SCHMIDT. — Des grossesses prolongées. *Thèse de Paris*, 1876.

SPENGEL. — Histoire de la médecine.

THOINOT. — Précis de médecine légale. — Histoire de la
chaire de médecine légale de la Faculté de Paris.

TOURDES. — Traité de médecine légale.

VERNEUIL. — Les chirurgiens érudits.

TABLE DES MATIÈRES

Portrait de Louis (hors-texte).	
Introduction	9
Chapitre I ^{er} . — La vie et l'œuvre scientifique de Louis.....	13
Chapitre II. — L'œuvre médico-légale de Louis ..	23
§ I. — Louis fut le promoteur de la médecine légale en France.....	23
§ II. — Louis médecin expert.....	25
§ III. — Les principales études médico-légales de Louis.....	38
Chapitre III. — Le rôle médico-social de Louis..	51
Conclusions.....	61
Table des ouvrages de Louis	63
Bibliographie.....	64
